

Élevage industriel : une réglementation forte pour une meilleure protection de l'environnement et des citoyens

Le 18 juin dernier, Greenpeace évoquait la situation des élevages industriels français. Le bilan est lourd: toujours moins d'élevages qui détiennent toujours plus d'animaux, le tout dans un plus grande opacité.

Le Snuitam-FSU confirme l'ensemble des chiffres évoqués par Greenpeace.

Cette situation résulte de la place croissante laissée aux lobbys agricoles au sein des décisions politiques. Sous-couvert de simplification des procédures, les différents gouvernements en place depuis 15 ans, affaiblissent la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les demandes de simplifications des lobbys, s'accordent ainsi parfaitement avec les politiques de réductions des effectifs de la fonction publique, menées depuis 2010.

Les préfets ayant désormais la possibilité de déroger aux règles nationales vont devoir choisir de protéger l'environnement et les riverains, ou de céder aux pressions locales.

Pourtant le modèle d'agriculture industrielle poursuivi par la France depuis 50 ans est à bout de souffle. Les agriculteurs sont désormais contraints de produire du biogaz ou de l'électricité avec des méthaniseurs pour maintenir leurs revenus.

Les énormes quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage (lisiers, fumiers) ou dans les digestats de méthanisation, enrichissent tous les ans un peu plus les rivières de nitrates, contribuant à la baisse de la qualité de l'eau et au développement des algues vertes.

Ce modèle n'est plus accepté dans la population française. La création de la cellule Demeter de la gendarmerie pour surveiller les citoyens qui contestent les projets agricoles industriels, ou la diminution de la consultation du public dans le but de réduire cette contestation, n'y changeront rien.

L'agriculture française a besoin d'un ambitieux plan de transition sociale et écologique.

Dans l'attente de ce plan, l'inspection des ICPE doit plus que jamais pouvoir s'appuyer sur une réglementation forte et des effectifs conséquents pour mener à bien ses missions de contrôles et de suivi des installations classées.

Le Snuitam-FSU réclame donc l'arrêt des politiques de destruction de la réglementation environnementale, et le recrutement d'inspecteurs en nombre suffisant pour garantir la protection de l'environnement et des citoyens.

Liens vers les communiqués de Greenpeace

<https://www.greenpeace.fr/elevage-industriel-10-chiffres-choc/>

<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/industrialisation-de-lelevage-en-france-greenpeace-pointe-le-role-des-pouvoirs-publics/>